

Les soulèvements qui aboutissent se combinent à un projet de société

Le projet de société serait l'apport clef des Solidaires... s'il existait

Dans ce texte, le féminin est le genre générique à moins que le contexte de s'y prête pas. Le cas échéant, l'accord se fait avec le mot le plus proche.

L'actuelle crise économique, qui s'annonce la plus profonde depuis celle de 1929, combinée aux trois crises écologiques-sanitaires du climat, de la biodiversité et de la pandémie n'a généré chez les détenteurs de capitaux que le réflexe de la préservation à tout prix de la valeur de leur capital fictif qui en est le reflet et qui est pour eux le seul réellement existant :

Aussi irrationnel que cela puisse paraître, voici la façon dont les investisseurs rationalisent le marché boursier haussier (nous ne découvrirons que plus tard s'ils ont raison ou tort):

1. *Le marché boursier est tourné vers l'avenir: les investisseurs parient sur ce à quoi ressembleront le monde et l'économie dans 12 à 18 mois, pas sur ce à quoi ils ressembleront aujourd'hui, demain ou cet automne.*
2. *Le grand devient plus grand: une grande partie du succès du marché boursier a été le résultat d'une montée en valeur de quelques grandes entreprises technologiques - y compris Apple, Amazon et Microsoft - qui représentent une part importante de l'indice. Et les détaillants comme Walmart et Home Depot se développent en partie parce que les petites entreprises ont fermé, permettant aux grandes entreprises de prendre encore plus de parts de marché.*
3. *Parier sur un vaccin: Compte tenu des gros titres quotidiens sur le potentiel d'un vaccin, les investisseurs veulent se positionner sur le marché lorsque la bonne nouvelle arrivera si elle arrive .*
4. *Le seul jeu en ville: la Réserve fédérale prévoyant d'imprimer de l'argent dans un avenir prévisible, les investisseurs ne veulent pas de placements en espèces ou en obligations qui perdent régulièrement de la valeur. Alors, où peuvent-ils mettre leur argent? La bourse par défaut.*
5. *Aide de Washington: Aussi dysfonctionnel que soit le Congrès, les investisseurs parient que les républicains et les démocrates trouveront un moyen de continuer à stimuler l'économie. (Des histoires anecdotiques suggèrent que certains Américains ont même pris leurs chèques de chômage de 600 \$ et les ont investis en bourse.)*

Bien entendu, toutes ces rationalisations ne prennent pas en compte la possibilité d'une terrible deuxième ou troisième vague de coronavirus, un retard dans la découverte d'un vaccin, une crise constitutionnelle à l'approche des élections de novembre, une inflation galopante, la perspective d'une hausse des impôts pour payer la relance, une guerre commerciale plus importante avec la Chine, ou les dizaines d'autres risques qui semblent bouillonner juste en dessous - et dans certains cas - à la surface. (Bloomberg, 19/08/20, résumé de presse citant Andrew Ross Sorkin, chroniqueur économique et fondateur de la newsletter DealBook du Times, ma traduction)

Ce chroniqueur financier lucide perçoit bien que les politiques étatiques de gargantuesques soutiens à l'économie jusqu'à et y compris la création monétaire non pas à coups de milliards mais de billions de dollars, lesquels dollars commencent cependant à moins valoir que leur pesant d'or, sont au cœur du soutien « *irrationnel* » de ce capital fictif. Et que chemin faisant ces politiques causent un saut qualitatif dans la centralisation et la concentration du capital sur lesquelles misent la spéculation sans compter celle sur la mise au point du vaccin miracle qui permettrait le retour au statu quo.

Une impression de lassitude chez une Greta Thunberg impactée par la pandémie

Dans une toute autre direction invite le récent appel de Greta Thunberg et de ses camarades, traduit en annexe, qui demeure dans la lignée de son premier appel à l'action gréviste pour une lutte climatique conforme à la science. On en ressent pas moins une impression de lassitude, bien compréhensible mais dommageable, qui amène à arrondir les coins. Il n'y a plus ce doute concernant la science du GIEC-ONU n'intégrant pas dans ses scénarios les points de bascule ni même la responsabilité différenciée bien que l'appel soit clair sur la responsabilité historique des pays du «vieil impérialisme». La liaison de la crise climatique avec celle pandémique n'est pas faite alors que toutes deux sont écologiques et ont des recoupements comme la déforestation productrice de GES en masse tout comme de zoonoses. Ce silence laisse entendre que la pandémie n'est qu'un obstacle et non un tremplin pour la lutte climatique. Malgré la reconnue totale passivité de la «communauté internationale» à qui on demande de s'expliquer, les autrices persistent à lui faire confiance y compris à ses conférences qui pourtant « *ne conduiront pas à des changements suffisants* ».

Le texte laisse sous-entendre que la responsabilité est d'abord due aux « *habitudes* » des individus dont la plupart « *refusent d'accepter [...] l'arrêt de certaines choses* ». Il n'est par contre nullement question de la responsabilité des transnationales et encore moins du capitalisme bien qu'il soit affirmé « *que la crise climatique*

et écologique ne peut plus être résolue dans le cadre des systèmes actuels ». Cette hésitation, qui n'est pas nouvelle, débouche sur le refus de proposer de concrètes revendications sauf pour la sortie rapide des hydrocarbures mais sans échancier. Finalement manque un appel à la mobilisation, hormis une pétition, alors que pourtant l'appel rappelle l'ampleur des manifestations pré-pandémie (dont celle mémorable de Montréal en octobre dernier). Qu'en est-il de l'appel de *Fridays for Future International*, organisation inspirée par Greta Thunberg, pour un *Global Day of Climate Action* le 25 septembre prochain?

L'apport indispensable Solidaire : un projet de société qui stimule la mobilisation en lui donnant un horizon

Répondre à cet appel serait une belle occasion pour le mouvement écologique du Québec de synthétiser les revendications climat-pandémie et sous ce chapeau unifier les luttes locales écologiques telles Mobilisation Matawinie, Piste p'tit train du nord et les chantiers de coupe de St-Damien sans oublier le rejet du projet GNL-Québec. Et en donnant toute leur place aux luttes syndicales et populaires telle la lutte ouvrière et anti-raciste de Dollarama contre les bas salaires et le manque de précaution sanitaire, et le cas échéant la grève, pour le moment suspendu jusqu'en mars 2021, des débardeurs du Port de Montréal, lieu logistique stratégique ce qui fait aboyer tant le patronat que les gouvernements du Québec et de l'Ontario, pour la réconciliation travail-famille, un aspect d'une société pro-climat et féministe de prendre soin. Sans oublier la lutte des campeurs sans logis de la rue Notre-Dame d'autant plus exposés à la pandémie, parallèle à celle de Toronto, et celle des organisations «sans frontières» qui manifestent pour la régularisation des sans papier. Et contre la loi 61 ou celle qui lui succédera soutenant à la va-vite des projets de transports routiers et de trains aériens sous couvert de construction-rénovation de maisons pour aînées et d'écoles, lutte que l'extrême-droite tente de s'approprier. Et peut-être pourrait se pointer les vastes syndicats du secteur public dont la convention collective se fait attendre et dont l'enjeu à part celui salarial est aussi celui d'un réinvestissement massif dans le prendre soin.

Certes, Québec solidaire peut et doit contribuer à susciter et coordonner les luttes à caractère écologique-climatique entre autre par son soutien et sa collaboration à la vaste coalition Front commun pour la transition énergétique dont émane le projet Québec ZÉN. Mais ce qu'on attend d'abord d'un parti politique de gauche c'est surtout un projet de société alternatif qui aujourd'hui ne peut être qu'un projet qui réponde aux crises existentielles de l'heure à la fois climatique, de la biodiversité, sanitaire, économique, démocratique et social soit une crise globale de la civilisation :

Sur tous les aspects, collectivement comme dans nos vies personnelles, on navigue à vue, on vit au quotidien, on refuse de prévoir et de faire des plans, sachant qu'ils pourraient être défaits à la moindre fièvre qui point. Et là, ça apparaît crûment, ça nous saute au visage : nous n'avons pas, nous n'avons plus de projet de société auquel nous référer, dans lequel nous investir pour nous rassurer. Un projet, c'est un but collectif qui nous soulève. Ça peut être de bâtir un pays, [...] Quelque chose qui nous motive, une lumière même en ces temps incertains, surtout en ces temps incertains. (Marie-France Bazzo, [On n'a pas de plan](#), L'actualité, 21/08/20)

Le drame c'est que Québec solidaire n'en a pas non plus à moins de confondre projet de société avec un long programme indigeste fourre-tout et tabletté ou une plateforme électorale oubliée même lors des élections pour quelques slogans tape-à-l'œil. Quant au Plan de transition, qui devrait être ce projet de société, la direction le cache honteusement à quelques morceaux près.

Le réseau militant écologique Solidaire (RMÉ) esquivé sa responsabilité vis-à-vis le projet de société

C'est cette lacune majeure à laquelle a voulu s'attaquer le RMÉ en produisant un document qui « *précise aussi sa vision du rôle d'un plan de transition économique et énergétique pour notre parti et explique sa position sur la révision de notre plan* » et en invitant les membres du réseau à le commenter en vue d'une assemblée générale virtuelle. Non seulement ce document s'avère-t-il fort déficient en esquivant les points controversés pour proposer un radical discours du dimanche débouchant sur une compromission tous azimuts avec le centrisme électoraliste (Sur mon blogue, voir « [Position du Réseau écologiste Solidaire au sujet du Plan climatique du parti La montagne anticapitaliste accouche d'une souris sociale-libérale](#) », 10/08/20) mais la coordination du réseau tente à la dernière minute de faire dévier le but de l'assemblée générale sous prétexte que « *[l]a lutte pour la justice sociale et la transformation économique et énergétique de notre société doivent être étroitement liées d'après nous. Nous espérons que vous participerez en grand nombre à la discussion sur les meilleurs liens à établir entre ces luttes dans la conjoncture actuelle.* »

Certes, comme on le constate depuis 2011 et encore aujourd'hui au Bélarus, au Liban, en Thaïlande et même aux ÉU avec Black Lives Matter, il n'y a pas nécessité de projet de société pour provoquer des soulèvements. Il

suffit d'un ras-le-bol mêlant misère, répression et horizon bloqué pour jeter tout son dévolu sur la démocratie parlementaire qui pourtant s'essouffle et se sclérose dans les pays de vieille démocratie. En résulte systématiquement un cul-de-sac qui parfois vire au pire même démocratiquement et jamais au mieux socio-économiquement et écologiquement. D'où la nécessité stratégique du projet de société qu'un parti de gauche résistant au social-libéralisme et avec une assise sociale crédible est le mieux en mesure de proposer parce qu'il est susceptible de rassembler les personnes les plus militantes et les plus conscientes œuvrant pour le changement social.

Prendre à bras-le-corps le débat de fond sur les questions clefs, que voici, du Plan de transition

C'est pour cela que le RMÉ devrait s'en tenir à son projet initial et prendre à bras-le-corps le débat sur les questions clefs à résoudre concernant le plan de transition Solidaire :

1. L'objectif intermédiaire (2030) de réduction des GES d'environ 50% par rapport à 1990 est-il suffisant étant donné que l'objectif 1.5°C du GIEC en tenant compte de la responsabilité historique des pays anciennement industrialisés mais sans tenir compte des points de bascule qui pourraient être franchis et sans aussi tenir compte des scénarios GIEC qui ont recours à davantage d'énergie nucléaire et, la plupart du temps, à des BECCS (captation / séquestration / plantation massive) serait au moins des deux tiers, avec seulement 50% des chances d'y arriver, ce qui est conforme au programme de Québec solidaire ?
2. L'écofiscalité, une taxe indirecte régressive, à distinguer de sa possible redistribution qui renforce les «marchés» et prive de fonds les investissements et dépenses environnementales et sociales, est-il le meilleur moyen, surtout le marché du carbone déjà en vigueur, pour financer le Plan de transition ? Pourquoi ne pas avoir recours à la fiscalité générale profondément réformée aux dépens du capital sous toutes ses formes (profit, salaires élevés, patrimoine, héritage, actifs, capitalisation et consommation de luxe généralement énergivore) et même à la socialisation des institutions financières ?
3. Est-il exact comme le stipule le Plan et son cadre financier que pour diminuer les émanations de GES d'environ 50% par rapport à 2010 d'ici 2030, ce qui est la cible du Plan de transition, qu'il suffise de 1.7 milliard \$ par année pour les dépenses budgétaires plus la ré-allocation du Fonds des générations de 12.6 milliards \$ sur le mandat (quatre ans) pour les immobilisations. (Passons sur la désuétude post-pandémique de ces pronostics.) soit moins de 5% de la totalité des dépenses publiques faites au Québec, ce qui contredirait le consensus quasi général du coût très élevé d'un Plan de transition conforme à la cible GIEC de 1.5°C ?
4. Le nerf de la lutte climatique passant par le transport, plus au Québec qu'ailleurs, et étant donné l'extrême urgence climatique et que les gouvernements québécois et canadien, comme partout ailleurs dans le monde, ont déjà choisi l'(hydro-)électrification de la même structure de moyens de transport basée sur la propriété privée des ménages et des entreprises, avec son corollaire de maisons unifamiliales déployées en banlieues tentaculaires dévoreuses de sols agricoles et de nature vierge, structure transport-habitation qui constitue le socle de la consommation de masse et de son corollaire d'endettement des ménages lequel paralyse la mobilisation sociale et disloque la solidarité sociale au profit de l'individualisme de la (petite) propriété privée, faut-il opter pour une structure basée sur les véhicules privés électriques — gare au subterfuge du «moins possible» qui ouvre la brèche au complexe auto-pétrole/électricité-unifamiliale — ou sur une basée sur les véhicules collectifs publics plus un complément d'autopartage communautaire ?
5. Les gouvernements québécois et canadien ont-ils opté pour le système de transport public des personnes le moins énergivore et le moins dispendieux en donnant la priorité, corroborée par le Plan Solidaire, aux trains aériens (REM) et aux trains en sous-sol (métro), lucratifs pour le capital financier et l'industrie de la « corruption », abandonnant la trame urbaine où circulent les gens (autoroutes, boulevards) aux véhicules solos de plus en plus énergivores et au profit des transnationales de l'auto et de GAFAM au lieu d'opter pour un système d'autobus-tramways-trains de banlieue et interurbain... dans la trame urbaine entraînant l'inutilité et par là forçant l'interdiction du véhicule privé, et son corollaire la maison unifamiliale, d'ici 2030 ?
6. Étant donné que le transport des marchandises à moyenne-longue distance, est largement assumé par le camionnage en propriété privée, faut-il donner la priorité à son électrification et même à celle des autoroutes, comme le fait le Plan de transition ou bien donner l'exclusivité au rail-cabotage en propriété publique dont le déploiement serait accompli pour l'essentiel en 2040 dont le complément à courte distance seraient des véhicules électrifiés publics (Poste Canada) et communautaires, d'ici 2030, livrant

généralement à des magasins et points de livraison en quartier ?

7. Le transport international, maritime et aérien, tout comme le secteur militaire étant hypocritement hors statistique officielle nationales, faut-il s'en accommoder comme le fait le Plan de transition alors que sa contribution aux GES ne cesse de s'accroître ou bien les réduire à une portion congrue, quitte à interdire le tourisme et les voyages d'affaire par avion d'ici 2030, tout comme les dépenses militaires d'ici 2040, par la réduction de la consommation de masse dont l'interdiction de la propriété privée du logement et du véhicule est la clef de voûte, l'interdiction de l'obsolescence programmée et la responsabilité du cycle de vie par l'entreprise d'ici 2030 sont la méthode, la souveraineté alimentaire, la consommation végétarienne et les circuits courts, à implanter d'ici 2040, sont le socle tout en développant des moyens de transport à longue distance peu énergivores, donc lents, basés sur le vent et le soleil (voile, dirigeable, panneaux solaires).
8. Le Plan de transition ignore la question du logement social y compris la revendication Solidaire de la construction de 10 000 logis sociaux écoénergétiques par année pour ne mettre de l'avant que le financement par un moyen d'évasion fiscale (CELI) de la mise à niveau écologique de l'ensemble des logements sans objectif ni échéancier. Étant donné que la pandémie a démontré l'incapacité du marché privé à répondre au besoin de logement populaire abordable permettant le confinement sécuritaire et viable et le télétravail, n'est-il pas temps de réclamer dès maintenant qu'au moins la majorité de la construction des logements soit des logis publics à consommation énergétique zéro et que d'ici 2030 la totalité des logements existants utilisant de l'énergie fossile soit équipée de système de chauffage électrique tout en étant écoénergétique ?
9. Le Plan de transition ne fait qu'encourager le passage à l'agro-agriculture et la diminution de l'utilisation des engrais sans objectif ni échéancier tout en ignorant les OGM et la question cruciale de la consommation d'origine animale. Sans entrer dans la discussion sur les différents modèles d'agriculture alternative ne faut-il pas un objectif et un échéancier pour interdire les semences OGM d'ici 2025, en finir dès 2040 avec les engrais, herbicides et pesticides extractivistes de même que pour la consommation d'origine animale au plus tard en 2050 ? Se peut-il que souveraineté alimentaire, transformation locale et circuits courts puissent atteindre leur plein potentiel sans la socialisation de la distribution alimentaire actuellement sous le contrôle de trois ou quatre grandes entreprises dont la pandémie a fait constater le caractère essentiel ?
10. Le Plan de transition propose une filière extractiviste du lithium et une autre de recyclage énergétique des déchets agricoles et forestiers. La contribution nette en nourriture et en bois, mais non pour du papier et encore moins de papier journal — couper des arbres pour imprimer de la publicité ! — ce que le Plan de transition n'aborde pas, des sols agraires et forestiers ne nécessite-elle pas un retour immédiat de tous les résidus agraires et forestiers pour nourrir le sol même si le processus de pourrissement génère inévitablement des GES, raison de plus pour minimiser coupe des arbres et culture des sols. Ne faudrait-il pas plutôt mettre sur pied d'une filière de retour à la terre des matières compostables résultant de la consommation utilement nécessaire ? L'ultime économie circulaire, sujet à la mode, n'est-elle pas de mettre fin à la grande rupture métabolique (*metabolic rift*) de l'équilibre écologique du système terrestre y compris pour l'extraction des énergies fossiles (et un minimum de minerais) des entrailles de la terre-mère ce qui booste le cycle du carbone ?
11. Le soutien direct ou indirect à l'entreprise privée parsème le Plan de transition que ce soit pour l'adjudication de plantureux contrats de transports collectifs, de subventions pour les véhicules électriques, pour l'électrification du camionnage lourd ou léger, pour la conversion de flottes vers les dit carburants alternatifs, pour l'industrie du recyclage, pour l'établissement de circuits courts, pour l'efficacité énergétique des commerces et des industries, pour l'édification d'une chaîne de production du lithium dont les entreprises en aval des mines seront privées, pour l'édification d'une chaîne biosourcée, pour la reconversion de l'appareil productif vers des technologies propres. Ne faudrait-il pas plutôt obliger les entreprises privées, en recourant à des cibles, échéances et fortes pénalités dont la mise sous tutelle en combinaison avec leurs travailleurs et travailleuses, à exécuter ces politiques d'autant plus qu'à terme ça leur est rentable et quitte à obliger les banques à financer les PME pour ce faire ?
12. Le Plan de transition passe complètement sous silence les services publics dont la pandémie a mis en relief l'importance vitale à commencer par les soins aux personnes âgées. Le prendre soin des personnes n'est-il pas l'autre côté de la médaille du prendre soin de la terre-mère? Le travail dans les services publics n'est-il pas intrinsèquement climato-écologique pour ne pas dire éco-féministe? Non seulement les soins prodigués par les travailleuses socialisent-ils de semblables tâches domestiques faites gratuitement, et à risque lors de la pandémie, mais ces emplois nécessitent peu d'énergie mécanique (et beaucoup d'énergie humaine) tout en créant de riches rapports humains qui désaliènent

de la solitude consumériste, en opposition à la société de consommation de masse qu'exige l'accumulation capitaliste. N'y a-t-il pas là un gisement considérable de création d'emplois, surtout pour les femmes, en plus de ceux dans le transport public et pour la construction-rénovation de logements, de quoi créer un plein emploi écologique qui garantisse un emploi à toutes les personnes sans emploi, en état de précarité et délogées de leurs emplois socialement et écologiquement destructeurs sans compter celles, très nombreuses, qui voudront et devront immigrer ou se réfugier au Québec ?

13. Le Plan de transition ignore la dimension internationale alors que la lutte climatique l'est intrinsèquement. Faudrait-il l'ignorer ? On est très loin d'une régularisation des gens sans statut ce que devrait réclamer tout parti internationaliste qui a compris que gagner la bataille du climat et de la biodiversité tout comme celle pandémique réclame une unité pluraliste et mondiale du prolétariat et des peuples contre le capitalisme globalisé sans aucune discrimination et égoïsme nationaux. On n'y trouve rien concernant la solidarité internationale tel l'exigence de la responsabilité différenciée vis-à-vis la crise climatique, le transfert gratuit de technologies appropriées et la contribution sonnante et trébuchante au fond climatique de l'ONU par les pays riches décidé à Copenhague.
14. Le plan de transition a beau instrumentaliser l'indépendance, elle ne paraît pas indispensable tant ce Plan est réalisable dans le cadre du budget du seul gouvernement du Québec sans atteinte à sa compétitivité fiscale dans le cadre du libre-échange et tant le gouvernement du Québec dispose des pouvoirs constitutionnels nécessaires sauf à interdire le transit d'hydrocarbures. Par contre, la révolution de la structure sociale (transport, énergie, agriculture, logement et bâtiment, urbanité, consommation) et des rapports sociaux nécessite de s'extirper de l'axe Toronto-Calgary et de la mainmise fédéraliste dans un élan de libération nationale et d'émancipation sociale pour employer les termes de Paul Rose.

C'est sur la base de ces débats concrets sur les sujets qui fâchent, donc qui font problème mais ce sont ceux qui sont sur la place publique et non les discours du dimanche, et dont seule la solution peut à la fois déboucher sur une adhésion, concomitante au développement et à la participation aux luttes, à l'anticapitalisme et à la démocratisation intégrale de la société aussi appelée (éco-)socialisme. Le contexte pandémique tout comme le cumul des dramatiques événements climatiques peut y contribuer mais sans projet de société socialiste à l'horizon ce contexte radicalise plutôt à l'extrême-droite contre les « autres ». Alors un concret projet de société amène à comprendre que l'économie n'est pas une affaire de croissance du PIB, condition sine qua non à l'accumulation du capital, mais en est une affaire de reproduction sociale du genre humain auquel il faut de basiques produits et services à déterminer socialement dont le noyau reste l'alimentation, l'habitat, l'habillement auxquels l'urbanisation a ajouté les services de santé, d'éducation, de mobilité.

L'être humain n'a pas besoin de valeur d'échange pour trafiquer et s'enrichir mais de valeur d'usage pour vivre et se reproduire. Plus profondément, la production de valeur d'échange déshumanise car elle est centrée sur la marchandise dont l'équivalent général est l'argent, celle de la valeur d'usage est centrée sur la satisfaction du besoin humain dont la mesure est la solidaire « égaliberté ». La première mène à l'asservissement de la seconde, à l'exploitation cumularde de la force de travail, à l'appropriation dominatrice des femmes pour se reproduire gratuitement ou à peu de frais, au racisme qui divise la grande majorité d'en bas pour que gouverne un groupe restreint d'hommes armés surtout blancs dont le pouvoir est assis sur la propriété privée des moyens de produire aux mains d'une poignée d'entreprises ne cessant de se concentrer et de précipiter la civilisation dans la barbarie.

Marc Bonhomme, 24 août 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Annexe : Greta Thunberg: Après deux ans de grèves scolaires, le monde est toujours dans un état de déni de la crise climatique

• Greta Thunberg est une militante environnementale suédoise de 17 ans. Cet article a été co-écrit avec les jeunes militantes pour le climat Luisa Neubauer d'Allemagne, Anuna de Wever de Belgique et Adélaïde Charlier de Belgique

Le jeudi 20 août, cela fera exactement deux ans que la première grève des écoles pour le climat a eu lieu. Avec le recul, beaucoup de choses se sont passées. Des millions de personnes sont descendues dans la rue pour rejoindre la lutte de plusieurs décennies pour la justice climatique et environnementale. Et le 28 novembre 2019,

le Parlement européen a déclaré une «urgence climatique et environnementale».

Mais au cours de ces deux dernières années, le monde a également émis plus de 80 gigatonnes de CO₂. Nous avons assisté à des catastrophes naturelles continues à travers le monde: incendies de forêt, vagues de chaleur, inondations, ouragans, tempêtes, dégel du pergélisol et effondrement des glaciers et des écosystèmes entiers. De nombreuses vies et moyens de subsistance ont été perdus. Et ce n'est que le tout début.

Aujourd'hui, les dirigeants du monde entier parlent d'une «crise existentielle». L'urgence climatique est discutée lors d'innombrables rencontres et sommets. Des engagements sont pris, de grands discours sont prononcés. Pourtant, en ce qui concerne l'action, nous sommes toujours dans un état de déni. La crise climatique et écologique n'a jamais été traitée comme une crise. L'écart entre ce que nous devons faire et ce qui est réellement fait s'élargit de minute en minute. En fait, nous avons perdu encore deux années cruciales à cause de l'inaction politique.

Le mois dernier, juste avant le sommet du Conseil européen, nous avons publié une lettre ouverte contenant des demandes adressées aux dirigeants européens et mondiaux. Depuis, plus de 125 000 personnes ont signé cette lettre. Demain, nous rencontrerons la chancelière allemande, Angela Merkel, et livrerons la lettre et les demandes, ainsi que les signatures.

Nous dirons à Merkel qu'elle doit faire face à l'urgence climatique - d'autant plus que l'Allemagne assume désormais la présidence du Conseil européen. L'Europe a la responsabilité d'agir. L'UE et le Royaume-Uni sont responsables de 22% des émissions mondiales cumulées historiques, juste derrière les États-Unis. Il est immoral que les pays qui ont fait le moins pour causer le problème souffrent les premiers et connaissent les pires situations. L'UE doit agir maintenant, comme elle s'est engagée à le faire par l'accord de Paris. Nos demandes incluent l'arrêt de tous les investissements et subventions dans les combustibles fossiles, le désinvestissement des combustibles fossiles, faire de l'écocide un crime international, concevoir des politiques qui protègent les travailleurs et les plus vulnérables, sauvegarder la démocratie et établir des budgets carbone annuels contraignants basés sur la meilleure science disponible.

Nous comprenons que le monde est compliqué et que ce que nous demandons peut ne pas être facile ou sembler irréaliste. Mais il est bien plus irréaliste de croire que nos sociétés pourraient survivre au réchauffement climatique auquel nous nous dirigeons - ainsi qu'aux autres conséquences écologiques désastreuses du statu quo d'aujourd'hui. Nous allons inévitablement devoir changer fondamentalement, d'une manière ou d'une autre.

La question est la suivante: les changements se feront-ils selon nos conditions ou selon celles de la nature? Dans l'accord de Paris, les dirigeants mondiaux se sont engagés à maintenir l'élévation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2°C et à viser 1,5°C. Nos demandes démontrent ce que signifie cet engagement. Pourtant, ce n'est que le minimum de ce qu'il faut faire pour tenir ces promesses.

Donc, si les dirigeants ne sont pas disposés à le faire, ils devront commencer à expliquer pourquoi ils renoncent à l'accord de Paris. Renoncer à leurs promesses. Abandonner les personnes vivant dans les zones les plus touchées. Abandonner les chances de donner un avenir sûr à leurs enfants. Abandonner sans même essayer. La science ne dit à personne quoi faire, elle recueille et présente simplement des informations vérifiées. C'est à nous d'étudier et de relier les points. Lorsque vous lisez le rapport du GIEC SR1.5 et le rapport sur les écarts de production du PNUE, ainsi que ce que les dirigeants ont effectivement signé dans l'accord de Paris, vous voyez que la crise climatique et écologique ne peut plus être résolue dans le cadre des systèmes actuels. Même un enfant peut voir que les politiques d'aujourd'hui ne correspondent pas aux meilleures données scientifiques disponibles.

Nous devons mettre fin au démantèlement, à l'exploitation et à la destruction continue de nos systèmes de survie et évoluer vers une économie entièrement décarbonée centrée sur le bien-être de tous, la démocratie et le monde naturel.

Si nous voulons avoir une chance de rester en dessous de 1,5°C de réchauffement, nos émissions doivent immédiatement commencer à diminuer rapidement vers zéro, puis vers des chiffres négatifs. C'est un fait. Et comme nous ne disposons pas de toutes les solutions techniques dont nous avons besoin pour y parvenir, nous devons travailler avec ce dont nous disposons aujourd'hui. Et cela doit inclure l'arrêt de certaines choses. C'est aussi un fait. Cependant, c'est un fait que la plupart des gens refusent d'accepter. La simple pensée d'être dans une crise dont nous ne pouvons pas sortir par des achats, de la construction ou des investissements semble

créer une sorte de court-circuit mental collectif.

Ce mélange d'ignorance, de déni et d'inconscience est au cœur même du problème. Dans l'état actuel des choses, nous pouvons tenir autant de réunions et de conférences sur le climat que nous le souhaitons. Ils ne conduiront pas à des changements suffisants, car la volonté d'agir et le niveau de conscience nécessaire ne sont toujours pas en vue. La seule façon d'avancer est que la société commence à traiter la crise comme une crise.

Nous avons toujours l'avenir entre nos mains. Mais le temps passe rapidement entre nos doigts. Nous pouvons encore éviter les pires conséquences. Mais pour ce faire, nous devons faire face à l'urgence climatique et changer nos habitudes. Et c'est la vérité inconfortable à laquelle nous ne pouvons échapper. (The Guardian, 19/08/20, ma traduction)